

Les jeunes de la Conférence Olivaint et l'Europe, de 1919 à 1992

David Colon

La Conférence Olivaint occupe une place singulière dans le paysage des conférences d'étudiants en France en raison de sa longévité, de ses origines jésuites et, surtout, de la vocation qu'elle affiche depuis sa fondation jusqu'à nos jours : former une élite à la vie publique¹. Créée à l'automne 1874 par la Compagnie de Jésus dans le cadre de sa congrégation mariale, la Conférence a pris, deux ans plus tard, le nom d'un jésuite exécuté par les Communards, Pierre Olivaint². La Conférence Olivaint a pour ambition de regrouper et d'encadrer les jeunes étudiants catholiques de Paris, pour la plupart, issus des collèges jésuites, et de les former à la vie publique dans un esprit de défense religieuse : « La Conférence Olivaint a pour but de préparer (les jeunes gens qui en font partie), par le travail et l'exercice de la parole, à devenir les défenseurs des intérêts de l'Église et du Pays », peut-on lire dans le règlement intérieur de 1879³. Le cœur de la formation réside dans la séance hebdomadaire du mercredi soir, au cours de laquelle un sujet littéraire est débattu en présence de l'aumônier-directeur jésuite. D'emblée, la Conférence Olivaint se distingue des autres conférences d'étudiants parisiennes par son ultramontanisme. Béni par Pie IX dès sa création, déclarée « d'intérêt général pour la société » par Léon XIII en 1878, elle a constamment affiché une fidélité indéfectible envers le Saint-Siège⁴. Elle apparaît également comme

¹ L'histoire de la Conférence Olivaint échappe encore en partie à l'historien, du fait de l'indigence des archives et du caractère partiel des travaux qui lui ont été consacrés. Citons, notamment : Gilles Le Béguec, *L'Entrée au Palais Bourbon : les filières privilégiées d'accès à la fonction parlementaire, 1919-1939*, Thèse, Paris X-Nanterre, 1989, Lille, atelier de reproduction de l'Université Lille 3, 1990 ; David Colon, « Un cercle d'étudiants catholiques sous la Troisième République : la Conférence Olivaint, 1875-1940 », Mémoire de DEA, Paris, Institut d'études politiques, 1996, 341 p. ; Emmanuelle Bastide, « La Conférence Olivaint : 1947-1987, un lieu de formation des élites à la vie civique », Mémoire de DEA, Paris, Institut d'études politiques, 1990 ; Vincent Soulage, « La Conférence Olivaint, cinquante ans d'effort pour former une élite de jeunes à la politique, 1947-1997 », Mémoire de maîtrise de l'Université Paris X-Nanterre, sous la direction de Philippe Levillain et André Thépot, 1997, 127 p.

² La mort du révérend père Pierre Olivaint a déclenché une véritable fièvre hagiographique : modèle du genre, l'ouvrage du révérend père Charles Clair, *Le RP Pierre Olivaint, de la Compagnie de Jésus, sa vie, son oeuvre et son martyre*, Paris, Victor Palmé, 1878, 490 p., apporte de nombreux éléments biographiques. En revanche, il n'existe aucune étude historique ; à défaut, on pourra se reporter sur les pages que lui consacre Jean Lacouture : *Jésuites, une multibiographie*, tome 2, Paris, Seuil, 1991, p. 240-242.

³ Archives jésuites de la Province de Paris, I PA 735.

⁴ Lettre du 11 mars 1878, citée par Michel Cornudet, *Souvenir du 25^e anniversaire de la fondation de la Réunion des jeunes gens*, Bourges, E. Pigelet, 1878, p. 29-34.

un cercle conservateur, volontiers réactionnaire et légitimiste, où l'antisémitisme et l'anti-maçonnisme ont bonne presse. Jusqu'à la Première Guerre mondiale, l'Olivaint cultive l'opposition au régime républicain et, depuis l'expulsion des jésuites en mars 1880, vit dans une semi-clandestinité confinant à l'exil intérieur. L'ouverture aux questions sociales, sous l'influence d'Albert de Mun, de l'Association catholique de la jeunesse française (ACJF) et des encycliques pontificales, ne détourne pas l'Olivaint d'un nationalisme revanchard qui éloigne ses membres de toute perspective de collaboration internationale. Les anciens qui entrent en politique se retrouvent, le plus souvent, dans les rangs de la droite conservatrice⁵. Pourtant, dès 1919, le rapport des jeunes de l'Olivaint envers la collaboration internationale et, au-delà, l'idée d'Europe, tend à évoluer. Jusqu'en 1992 au moins, ce rapport apparaît ambivalent et conditionné, en partie, par les évolutions de la papauté et de la Compagnie de Jésus.

D'une guerre à l'autre, entre collaboration européenne et repli national

Au lendemain de la Première Guerre mondiale et jusqu'à la suivante, la Conférence Olivaint est placée sous la direction d'un père jésuite proche de l'Action française, le révérend père de Pully. Tout au long de cette période, la collaboration internationale fait l'objet de vifs débats entre les étudiants les plus conservateurs et les partisans de la démocratie chrétienne.

La diffusion d'un esprit pacifiste et internationaliste dans les années vingt

En sommeil pendant la guerre, la Conférence Olivaint reprend ses activités à l'automne 1919. Près de 200 de ses membres ont été tués durant le conflit et une quarantaine ont été décorés de la Légion d'honneur ou de la Croix de guerre. Jusqu'en 1926, les bureaux successifs de l'Olivaint comprennent au moins un ancien combattant et la Conférence entretient soigneusement le souvenir de ses morts. Le

⁵ On dénombre onze parlementaires parmi les anciens de la Conférence Olivaint d'avant 1914 : Albert d'Aubigny, député de la Sarthe (1905-1906, 1914-1924), secrétaire d'État aux Finances de 1922 à 1924 ; Louis Delsol, député de la Seine de 1928 à 1932 (Action démocratique et sociale) ; Louis Duval-Arnould, député de la Seine durant quatre mandats (1919-1936), membre de la Fédération républicaine ; André de Fels, député de Seine-et-Oise de 1928 à 1932 ; Gustave Gautherot, sénateur de la Loire-inférieure de 1932 à 1941, professeur à l'Institut catholique ; Amaury de la Grange, sénateur du Nord (1930-1941), président de l'aéro-club de France, sous-secrétaire d'État au Commerce et à l'Industrie de mars à mai 1940 ; Gustave de Lamarzelle, député du Morbihan de 1885 à 1893, sénateur de 1894 à 1924 ; Jean Lerolle, ancien président de l'ACJF, député de la Seine de 1912 à 1919 (Action libérale populaire) et de 1928 à 1936 (groupe des démocrates populaires) ; Émile Taudière, député indépendant des Deux-Sèvres de 1928 à 1942 et Antoine Saillard, député du Doubs de 1919 à 1924 (Entente républicaine démocratique).

ressentiment envers l'Allemagne est largement partagé pendant la première moitié des années vingt : « L'Allemagne ne nous a pas tout payé ; elle a fait naître la guerre, elle doit en payer les frais », déclare Émile Taudière en mars 1921⁶. Il n'en reste pas moins que l'idée de collaboration internationale progresse sous l'influence, en particulier, du révérend père Yves de la Brière, professeur de droit international chrétien à l'Institut catholique, qui intervient régulièrement à l'Olivaint entre 1919 et 1925. Comme l'a montré Emmanuelle Picard, il compte parmi les militants de la paix les plus actifs au sein des mouvements catholiques⁷. Devant les Olivaint, il traite, notamment, des fondements chrétiens du droit international et des rapports du Saint-Siège avec la Société des Nations (SDN) et pose les conditions d'un véritable pacifisme catholique, distinct du pacifisme laïc et démocratique. Il cherche ainsi à convaincre la droite nationaliste que l'idée de collaboration internationale, prônée par Benoît XV, n'est pas contradictoire avec les sentiments patriotiques. Au lendemain du conflit, le pacifisme catholique repose, en effet, en grande partie sur l'idée que le Saint-Siège a un rôle important à jouer dans le concert des nations. En témoigne la présentation de la SDN que fit le jeune Henri du Moulin de Labarthète dans une conférence de 1919 : il exprime sa confiance en la SDN « à condition qu'elle trouve enfin son chef naturel, le Pape, et son véritable fondement international, l'Église⁸ ».

Aux yeux des Olivaints, la collaboration internationale est également rendue nécessaire par le sentiment, largement partagé, d'un déclin de l'Europe. Le premier exposé de Georges Bidault à la Conférence Olivaint, en 1921-1922, porte sur « *Le déclin de l'Europe* d'après la thèse d'Albert Demangeon », ouvrage publié en 1920 dans lequel le géographe mettait en évidence la fin de la domination économique de l'Europe. Georges Bidault, alors président de l'Olivaint, participe, à partir de l'automne 1922, aux activités du Groupement universitaire pour la Société des Nations (GUSDN), créé par le journaliste Robert Lange et René Pleven, président de l'Olivaint en 1920-1921. L'objet du GUSDN, étudié par Christian Birebent, est de populariser dans la jeunesse étudiante et lycéenne les idéaux de la SDN et de développer des contacts⁹. Il revendique 2 500 adhérents en 1924 et l'on compte alors au nombre de ses soutiens René Cassin, Léon Bourgeois ou Henri de Jouvenel¹⁰. Dès 1923, on trouve trace dans les rapports annuels de la participation de membres de la

⁶ Compte rendu de la séance, Archives jésuites de la Province de Paris, I PA 740.

⁷ Emmanuelle Picard, « Les mouvements catholiques pour la paix à travers les papiers du père Yves de la Brière », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°30, janvier-mars 1993, p. 14-20.

⁸ Conférence Olivaint, *Séance solennelle de clôture, 1919-1920*, Saint-Germain-les-Corbeil, 1920, p. 33. L'exposé avait pour titre « Impérialisme et nationalisme ».

⁹ Christian Birebent, « Le groupement universitaire pour la Société des Nations face à la crise des années trente », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°74, avril-juin 2004, p. 14-19.

¹⁰ Gilles Le Béguec, « Le groupement universitaire pour la société des nations (1922-1939) », *Provinces contemporaines*, Limoges, n°1, 1990, p. 33-48. Cité par Christian Bougeard, *René Pleven, un Français libre en politique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1994, p. 35.

Conférence Olivaint au GUSDN¹¹. Outre Plevén et Bidault, il s'agit, notamment, de Jean Levêque et Doulcet qui, aux dires de Roger de Saint-Chamas, « s'emploient à donner à cette institution d'esprit vraiment chrétien, ce qui est le seul moyen de rendre ladite Société (la SDN) viable et utile¹² ».

La diffusion d'un esprit pacifiste au sein des organisations d'étudiants catholiques se traduit par la multiplication de rencontres internationales au début des années vingt, en même temps que sont créées des fédérations nationales : en France, la Fédération française des étudiants catholiques (FFEC) est fondée en février 1922. Un premier congrès international des étudiants catholiques se tient à Fribourg en juillet 1921. Les délégués de 17 pays européens, des États-Unis et de l'Argentine adoptent les statuts d'un « Bureau international catholique d'information et de liaison », qui prend pour devise « *Pax Romana* » et se donne pour but « la diffusion des idées et de l'idéal catholique dans toutes les branches de la vie et de l'activité étudiante¹³ ». La forme retenue, celle d'un « bureau de liaison », souligne la permanence des ressentiments nationaux, en même temps que la réticence des autorités ecclésiastiques envers la perspective de structures internationales unitaires ou confédérales. La Jeunesse catholique, par exemple, ne parvient pas, en septembre 1921, à mettre en place une union internationale. Dans le compte-rendu qu'il fait de son entrevue avec le pape Benoît XV, le 14 septembre 1921, le chef de la délégation française, le révérend père Corbillé, laisse entendre que le pape n'était pas favorable à l'idée de voir se constituer, à Rome, une internationale des étudiants catholiques¹⁴. Seul un secrétariat technique est institué, et la perspective d'une union internationale s'éloigne. En 1925, « *Pax Romana* » prend le titre de Confédération internationale des étudiants catholiques (CIEC), mais sa structure se limite à un bureau de liaison et vit des cotisations des fédérations adhérentes. Elle participe aux réunions de la Commission de coopération intellectuelle de la SDN aux côtés de la Confédération internationale des étudiants (CIE), de l'*International Student Service* (ISS), de la Fédération universitaire internationale pour la SDN, de la Fédération internationale des femmes diplômées, de l'Union mondiale des étudiants juifs et de la Fédération mondiale des étudiants chrétiens.

Entre repli national et renouveau de l'esprit de collaboration internationale

La Conférence Olivaint connaît, dans les années vingt, un conflit en son sein entre les partisans de la démocratie française et les étudiants d'Action française ou des Jeunesses patriotes. En 1925, ces derniers l'emportent, sous le regard bienveillant de

¹¹ Roger de Saint-Chamas, « La vie de la Conférence en 1923 », *Assemblée générale 1923*, op. cit., p. 12.

¹² *Ibid.*, p. 13.

¹³ Guillaume de Weck, *Histoire de la Confédération internationale des étudiants catholiques Pax Romana*, Fribourg, M. Jendly, 1946, p. 101.

¹⁴ Compte rendu par le révérend père Corbillé de son audience du 14 septembre 1921, Archives romaines de la Société de Jésus, *Provincia Galliae – Franciae – Parisiensis*, carton 1032, dossier 1.

l'aumônier-directeur, le révérend père de Pully, lecteur assidu de *L'Action française*. Lorsque le pape Pie XI condamne ce journal en 1926, l'aumônier affiche une parfaite soumission aux directives pontificales, mais les combat discrètement auprès de ses ouailles. Ainsi, traitant devant de jeunes conscrits de l'Infaillibilité pontificale, il affirme que l'autorité du pape est avant tout d'essence spirituelle, ce qui laisse un certain « libre-arbitre » aux croyants¹⁵. Après le départ de la Conférence des étudiants démocrates-chrétiens, avec Georges Bidault à leur tête, la Conférence Olivaint incarne, avec la FFEC, l'aile réactionnaire et nationaliste du monde étudiant catholique, face à l'ACJF et la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC) – fondée en 1929 – qui en représentent l'aile progressiste et pacifiste. La Conférence Olivaint fournit, jusqu'au milieu des années trente, des cadres aux ligues et organisations de jeunesse de la droite la plus conservatrice, et se range derrière le général de Castelnau et sa Fédération nationale catholique (FNC) à l'occasion de la polémique ouverte qui l'oppose, au début des années trente, à l'ACJF à propos de la paix et du rapprochement avec l'Allemagne. La hiérarchie ecclésiastique intervient pour mettre un terme à ces querelles en invitant les œuvres d'étudiants catholiques à s'abstenir de traiter des sujets d'ordre politique, mais ces tensions illustrent la profondeur du fossé entre partisans et adversaires de la collaboration internationale. Ces tensions, au demeurant, s'expriment aussi à l'échelle de la CIEC-*Pax Romana* : en 1929, à l'occasion du congrès de Séville, la délégation française s'oppose ouvertement à la délégation allemande et le malaise est si grand que les congressistes en appellent au Saint-Siège en vue d'obtenir des directives précises¹⁶. L'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler entraîne le départ des fédérations allemandes affiliées et plonge la Confédération dans une crise durable. Impuissante face à la montée des nationalismes, *Pax Romana* semble échouer à instaurer la « pacification chrétienne des esprits » qu'elle appelle de ses vœux.

Cependant, tout espoir de collaboration internationale entre les étudiants catholiques ne disparaît pas. Depuis Fribourg, en Suisse, le secrétaire administratif de *Pax Romana*, Rudi Salat, un militant pacifiste allemand, prend contact, en 1931, avec plusieurs responsables de la jeunesse catholique française. Il gagne rapidement la confiance de Roger Millot, membre de l'Union syndicale des ingénieurs catholiques (USIC), qui devient, en 1932, le responsable des relations internationales de la FFEC¹⁷. Salat lui demande d'œuvrer au rapprochement de la FFEC et de la JEC en vue de gagner ces deux organisations à la collaboration internationale que prône *Pax*

¹⁵ Compte rendu de la séance du cercle militaire de la Conférence Olivaint du 25 novembre 1926, Archives jésuites de la Province de Paris, I PA 740.

¹⁶ « L'Assemblée des délégués de *Pax Romana* prie sa seigneurie monseigneur Besson, évêque de Lausanne, Genève et Fribourg, président d'honneur de *Pax Romana*, de faire auprès du Vatican les démarches utiles pour obtenir l'approbation des statuts ou pour recevoir les directives que le Saint-Siège jugerait à propos de donner au secrétariat », *Pax Romana*, publié à Munich, Avril 1930, Num. I/II.

¹⁷ Marie-Hélène Olivier, *Roger Millot, 1909-1973, et l'avènement des classes moyennes*, thèse de doctorat d'histoire sous la direction de Pierre Lévêque, Université de Bourgogne, 1995, 2 vol., 579 p. et Alain Poher, « Hommage à Roger Millot », *Les Amitiés Robert Garric, Cahier*, n°10, p. 119-125.

Romana. À la Conférence Olivaint, Millot s'appuie sur son ami Alain Poher et, à la JEC, sur Robert Boudet. Au lendemain des événements du 6 février 1934, auxquels plusieurs étudiants de la FFEC ont activement participé, la hiérarchie catholique intervient pour encourager cette dernière à renoncer à ses tendances nationalistes et à se rapprocher de la JEC. Roger Millot devient ainsi un candidat de choix pour la présidence de la FFEC, à laquelle il est désigné en 1935 par monseigneur de la Serre, aumônier général de la fédération. Il forme aussitôt une équipe avec Alain Poher et Robert Boudet. Sous la présidence de Millot, les liens avec *Pax Romana* se renforcent de façon très significative. L'expression la plus achevée en est le XVI^e congrès international de *Pax Romana*, organisé à Paris, à l'occasion de l'exposition universelle, du 24 juillet au 2 août 1937, sur le chômage des jeunes diplômés¹⁸. La Conférence Olivaint ne reste pas étrangère à ces évolutions : le révérend père de Pully est contraint d'accepter la présence d'étudiants de la JEC, avant d'être écarté de la direction en 1941. La direction de la Conférence Olivaint revient alors au révérend père Beirnaert, proche de la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC), qui proscribit immédiatement les discussions politiques et fait progressivement de la Conférence l'aumônerie des étudiants de l'École libre des sciences politiques (ELSP).

La Conférence Olivaint et la construction européenne

La question européenne a donc été très largement absente des débats au sein de la Conférence Olivaint dans l'entre-deux-guerres, et la perspective d'une collaboration internationale au sein ou en dehors de la SDN était loin d'y faire l'unanimité. Il apparaît clairement que la Conférence Olivaint était au nombre des organisations catholiques les plus conservatrices et les plus nationalistes, ce qui a tendu à l'isoler de plus en plus du reste du monde catholique, jusqu'à sa mise en sommeil par la Compagnie de Jésus. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la Conférence Olivaint reprend ses activités mais demeure isolée : elle ne participe plus directement aux activités de la FFEC ni de *Pax Romana*. Sous l'impulsion de leur nouvel aumônier, le révérend père Huvenne, les jeunes de la Conférence Olivaint se montrent d'ardents défenseurs de la construction européenne dans les années cinquante et soixante, avant de manifester, dans les années soixante-dix et quatre-vingt, un relatif désintérêt à l'égard de l'Europe.

La Conférence Olivaint du Père Huvenne : réconciliation franco-allemande et intérêt pour l'Europe

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la Compagnie de Jésus nomme à l'aumônerie de l'Institut d'études politiques (IEP) le révérend père Huvenne,

¹⁸ « Le chômage des jeunes diplômés. Conférences et rapports du XVI^e congrès international des étudiants catholiques. "*Pax Romana*" », *L'Étudiant Catholique*, juillet 1938, 152 p.

auparavant professeur de français au collège Saint-Clément de Metz et aumônier du Groupe des étudiants catholiques (GEC) de Nancy¹⁹. De carrure imposante, peu suspect d'idées progressistes, il se distingue par son langage franc et direct et sa volonté de recréer la Conférence Olivaint sous une forme nouvelle. Le 30 décembre 1947, il annonce aux anciens Olivaints que « la Conférence reprend, (...) cette année, la suite de son brillant passé²⁰ ». Revendiquant dix anciens dans le gouvernement de Georges Bidault, dont Robert Lecourt (président de la Cour de justice européenne de 1967 à 1976), Jean Letourneau, André Colin ou encore Jean Lecanuet, il entend faire de la Conférence Olivaint un « Centre d'éducation politique²¹ ». Dans un tract du milieu des années cinquante, on peut lire ainsi que le but de la Conférence Olivaint est de « permettre d'occuper un poste de direction dans la cité, d'exercer une saine influence sur la vie professionnelle et les moyens d'information, de mettre à même d'assurer avec compétence et désintéressement d'éventuelles fonctions politiques à tous les échelons²² ». À partir du début des années cinquante, les membres, recrutés principalement dans les grandes écoles, doivent s'engager, parfois par écrit, à se placer au service de leurs concitoyens, si les circonstances le leur permettent un jour²³. Les conférences du mercredi demeurent le cœur de la formation politique des membres. L'uniformité des séances a toutefois cédé la place à une alternance de séances d'art oratoire, de séances de journalisme, de séances avec un invité et des séances parlementaires avec vote d'une motion. Parmi les invités les plus fidèles, on peut noter les noms de Georges Bidault et Robert Schuman aux côtés de Paul Claudel, Daniel-Rops, François Mauriac, Étienne Pfmilin ou Thierry d'Argenlieu. De fait, il n'y a, pour ainsi dire, pas d'invités de gauche avant la fin des années cinquante²⁴.

La grande nouveauté apportée par le révérend père Huvenne est l'organisation, chaque année, sur l'île de Port-Cros, propriété de la Marine et parc national à partir de 1963, de sessions internationales d'été. Ces dernières sont destinées à permettre aux étudiants de la Conférence Olivaint de rencontrer des étudiants originaires

¹⁹ Sur le GEC de Nancy, se référer à : Laurent Bigorgne, « Foyers et conférences des étudiants catholiques français », dans Giovanni Orsina et Gaetano Quagliariello (dir.), *La formazione della classe politica in Europa (1945-1956)*, Rome, Piero Lacaita, 2000, p. 245-267 ; Laurent Bigorgne, « L'après-guerre politique de François Valentin (1945-1965) : Qu'est-ce qu'un retour en politique ? », mémoire de l'IEP de Paris dirigé par Nicolas Roussellier et Gilles Le Béguec, janvier 1996 ; Bernadette Castet, *Continuité et changement des œuvres de jeunesse catholique à Nancy, 1925-1935*, Nancy, Faculté des Lettres de Nancy, juin 1967.

²⁰ Archives jésuites de la province de Paris, Vanves, I PA 738/1.

²¹ Lettre du révérend père Huvenne au révérend père Provincial, 20 décembre 1963, archives jésuites de la province de Paris, Vanves, I PA 738/1. Les noms cités ci-dessus sont publiés dans le programme de la soirée du X^e anniversaire de la Conférence Olivaint d'après-guerre, qui eut lieu le 27 février 1957 à l'hôtel Lutetia, archives jésuites de la Province de Paris, I PA 738/3.

²² *Ibid.*

²³ E. Bastide, « La Conférence Olivaint... », *op. cit.*, p. 28.

²⁴ Selon V. Soulage, « La Conférence Olivaint... », *op. cit.*, § 1.1.5, le premier invité de gauche attesté aurait été Guy Mollet, en 1958.

d'autres pays et de favoriser ainsi la compréhension et parfois la réconciliation entre les peuples. En 1946, il invite ainsi des étudiants italiens à venir échanger avec les Olivaints sur le thème « Démocratie et fascisme ». L'année suivante a lieu la première d'une longue série de sessions franco-allemandes, qui a pour thème « Responsabilité et nazisme ». Ces sessions franco-allemandes sont l'occasion d'établir une confiance réciproque entre les élites des deux pays et, parfois, des liens durables. Klaus Hänsch, député européen à partir de 1979 et président du Parlement européen de 1994 à 1997, a ainsi participé à la session internationale de Port-Cros de 1963, époque à laquelle Hervé de Charrette était président de la Conférence Olivaint. Pas moins de dix-sept rencontres franco-allemandes sont organisées par le révérend père Huvenne entre 1947 et 1963, soit à Port-Cros, soit en Allemagne. Ces rencontres sont rendues possibles par les subventions dont la Conférence Olivaint bénéficie de la part du ministère des Affaires étrangères, du Centre franco-allemand de Westphalie du Nord et du haut-commissariat français en Allemagne. Outre le rapprochement franco-allemand, la question européenne est un thème privilégié des sessions de Port-Cros (« La Grande-Bretagne et l'Europe » en 1951, « La Finlande et l'organisation de l'Europe » en 1952, « Évolution actuelle de l'Europe entre l'Est et l'Ouest » en 1962, « La Grande-Bretagne et l'Europe » en 1964).

La Conférence, pour toutes ses activités, peut compter sur un vaste réseau d'anciens, et, notamment, Georges Bidault, René Pleven, Robert Buron (président des anciens) et Jacques Chapsal, le directeur de l'IEP. Les principaux parrains de la Conférence sont, pour l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (UDSR), Eugène Claudius-Petit et, pour le Mouvement républicain populaire (MRP), Robert Schuman qui, en 1925 déjà, avait été l'invité d'honneur de la séance solennelle de clôture et apporte son concours personnel (par sa participation aux conférences du mercredi et à certaines sessions de Port-Cros) et financier (par l'intermédiaire de subventions du ministère des Affaires étrangères), à l'entreprise du révérend père Huvenne. Robert Schuman a, par exemple, rendu possible l'acquisition du local exigu de la Conférence Olivaint, au 36 de la rue de Grenelle, à proximité immédiate de la résidence des jésuites. Ce réseau d'anciens et d'amis est particulièrement proche du centre droit, et principalement du MRP. La Conférence dispose aussi, à la fin de notre période, d'un réseau d'ainés, c'est-à-dire d'anciens membres de la Conférence d'après-guerre triés sur le volet par le père Huvenne. Jacques Pradon, leur président en 1956, définit clairement le rôle de l'association qu'il dirige : « Il s'agit d'aider chaque aîné à s'engager dans un parti politique de son choix, de s'entraider pour occuper un poste de direction dans la cité, d'y exercer une saine influence sur la vie professionnelle et les moyens d'information et d'assurer avec désintéressement et dynamisme d'éventuelles fonctions politiques à tous les échelons²⁵ ». Ce réseau d'ainés se veut donc un réseau d'influence politique. En 1957, alors qu'elle célèbre en grande pompe son dixième anniversaire, la Conférence Olivaint traverse toutefois une crise. L'orientation de la Conférence Olivaint est contestée par la hiérarchie jésuite, qui reproche au père Huvenne de faire ouvertement de la politique, au lieu de s'en tenir à une attitude spirituelle. Au lendemain de la crise de la JEC, la Compagnie prive

²⁵ Archives jésuites de la Province de Paris, I PA 738.

momentanément l'Olivaint de son nom, et le père Huvenne la rebaptise « Centre d'éducation politique indépendant de tout parti ».

L'apport de la Conférence Olivaint à la vie politique au cours de cette période est sans doute moindre qu'escompté par le révérend père Huvenne, mais il n'est pas négligeable. En effet, cinq parlementaires sont issus de la Conférence Olivaint d'avant 1963 : trois députés de l'Union pour la démocratie française (UDF), Hervé de Charette²⁶, Jean-Marie Daillet²⁷ et Jean-François Deniau²⁸, auxquels on peut ajouter un député européen, Jacques Mallet²⁹, et deux parlementaires dont l'orientation politique n'aurait certainement pas réjoui le père Huvenne : Pierre Biarnès, membre de la Conférence Olivaint de 1955 à 1957, sénateur communiste des Français établis hors de France depuis 1989, et Jean-Pierre Chevènement³⁰, qui a fréquenté (et présidé) la Conférence Olivaint entre 1957 et 1959. Force est donc de constater que l'ambition du père Huvenne, faire de la Conférence Olivaint un vivier pour la droite chrétienne-démocrate, n'a qu'en partie abouti.

Un désintérêt relatif à l'égard de la construction européenne

Après le départ du père Huvenne, le nouvel aumônier-directeur, le révérend père Chevallier, peine à imposer son autorité face aux étudiants. Le conflit éclate à l'automne 1968, sous la présidence de Laurent Fabius. Le président des anciens, Hervé de Charette, trouve une issue à la crise en obtenant le départ conjoint de Laurent Fabius et des jésuites³¹. La laïcisation de la Conférence Olivaint, qui perd son aumônier-directeur au profit d'un « conseiller spirituel », consacre en définitive une sécularisation à l'œuvre depuis plusieurs décennies. En outre, depuis la guerre d'Algérie, l'implication des jeunes Olivaints dans la vie politique et, notamment, dans les groupes de jeunes des partis politiques, va croissant. Il est même de bon ton, à la fin des années soixante, d'afficher publiquement ses engagements politiques : Michel

²⁶ Président de la Conférence Olivaint de 1962 à 1963, avant d'être président des anciens de 1965 à 1970, député UDF de la Nièvre en 1986, député UDF du Maine-et-Loire de 1988 à 2002, député UMP depuis.

²⁷ Membre de la Conférence Olivaint en 1950-1951, député UDF (CDS) de la Manche de 1973 à 1993.

²⁸ Jean-François Deniau, député UDF de 1978 à 1981 et de 1986 à 1997, six fois ministre entre 1971 et 1980, a fréquenté la Conférence Olivaint en 1952-1953.

²⁹ Jacques Mallet, membre de la Conférence Olivaint de 1948 à 1951, a été député européen (CDS) de 1984 à 1989.

³⁰ Député du territoire de Belfort de 1973 à 1988, puis de 1991 à 2002, ministre de la Défense de 1988 à 1991.

³¹ Désormais, la Conférence Olivaint n'a plus d'aumônier directeur mais un conseiller spirituel. Le père dominicain Xavier Charpe assure le premier cette fonction, de 1969 à 1971, suivi par deux pères jésuites, le révérend père Bernard de Boissière (1971-1992) et le révérend père Bernard Gillibert (1992-1997).

Vauzelle, président en 1966-1967, et Jean-Louis Bourlanges, président de l'Olivaint en 1969-1970, ne cachent pas leur appartenance à l'Union des jeunes pour le progrès (UJP), tandis que Michel Bon, président en 1965-1966, et Christian Blankaert, président en 1967-1968, déclarent ouvertement leur appartenance à la gauche. De fait, la gauche progresse au sein de la Conférence Olivaint, aussi bien parmi les membres que parmi les invités : l'intervention de Guy Mollet, en 1958, est suivie de celles d'André Philippe, de Jules Moch et, en 1963-1964, de Gaston Defferre et François Mitterrand. Lieu de confrontation courtoise des idées, la Conférence s'impose comme un lieu de formation aux combats politiques et aux joutes parlementaires. De fait, pas moins de sept parlementaires, dont un président de l'Assemblée, sont issus de la Conférence Olivaint : Jean-Claude Guibal³², Jean-Michel Belorgey³³, Michel Charasse³⁴, Michel Vauzelle³⁵, François d'Aubert³⁶, Dominique Perben³⁷, Laurent Fabius³⁸ et Henri de Richemont³⁹.

Pendant la seconde moitié des années soixante, la question européenne a été pratiquement absente des débats de l'Olivaint. Elle l'est plus encore dans les années soixante-dix, marquées par la relative dépolitisation de la Conférence, avant un affaiblissement de son recrutement dans les années quatre-vingt. Seuls trois parlementaires sont, à ce jour, issus de la Conférence Olivaint de ces trois dernières années : Michel Barnier⁴⁰, François Goulard⁴¹ et Arnaud Montebourg⁴². Le désintérêt, ou l'indifférence, des jeunes de l'Olivaint à l'égard de l'Europe prend fin au lendemain de la signature de l'Acte unique. L'Europe retrouve alors sa place parmi les thèmes abordés à l'occasion de la conférence du mercredi. Le 25 janvier 1989, par exemple, Yann Kergall, délégué général des conseillers du commerce extérieur, présente une conférence intitulée « Le Grand marché européen : enjeux économiques, stratégiques

³² Membre en 1962-1963, député des Alpes-maritimes depuis 1997, RPR puis UMP.

³³ Membre en 1962-1963, député socialiste de l'Allier de 1981 à 1993.

³⁴ Membre en 1963-1964, sénateur de 1981 à 1988 et depuis 1992, et ministre de 1988 à 1992.

³⁵ Membre en 1965 à 1967, président en 1966-1967, député socialiste des Bouches-du-Rhône de 1986 à 1993 et de 1997 à 2002, président de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée de 1989 à 1992, ministre de la Justice de 1992 à 1993.

³⁶ Membre en 1965-1968, député UDF de la Mayenne de 1978 à 2002 et député UMP de 2002 à 2004, trois fois ministre de 1995 à 2005.

³⁷ Membre en 1966-1967, député RPR de 1986 à 1993 et de 1997 à 2002, ministre de la Justice de 2002 à 2005, puis ministre des Transports.

³⁸ Membre de 1967 à 1969, président en 1968-1969, député de Seine-Maritime depuis 1978, ministre de l'Industrie et de la Recherche de 1983 à 1984, Premier ministre de 1984 à 1986, président de l'Assemblée nationale de 1988 à 1992 et de 1997 à 2000, ministre de l'Économie et des Finances de 2000 à 2002.

³⁹ Membre en 1970-1971, député puis sénateur (depuis 1988) RPR puis UMP.

⁴⁰ Membre de 1972 à 1974, député RPR de la Savoie de 1978 à 1993, ministre de l'Environnement de 1993 à 1995 puis ministre délégué aux Affaires européennes, sénateur de 1997 à 1999, membre de la Commission européenne jusqu'en 2004 puis ministre des Affaires étrangères de 2004 à 2005.

⁴¹ Membre en 1977-1978, député UMP de 1997 à 2004, ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche du gouvernement de Dominique de Villepin.

⁴² Député socialiste de Saône-et-Loire depuis 1986.

et fiscaux ». L'année suivante, au lendemain de la chute du mur de Berlin, la Conférence organise un colloque sur la « Démocratisation dans les pays de l'Est », doublé d'un voyage d'étude à Moscou et à Leningrad.

C'est toutefois en 1992 que l'intérêt de la Conférence Olivaint pour la construction européenne est le plus marqué. Un sondage interne nous apprend que la Conférence Olivaint compte alors 87 membres, âgés de 23 ans en moyenne, issus, pour un quart, de Sciences Po, pour un cinquième, d'écoles de commerce ; à 70%, ils se déclarent sympathisants du Rassemblement pour la République (RPR) ou de l'UDF⁴³. L'Olivaint ne compte ni Verts ni sympathisants du Front national (FN) ni membres du Parti communiste français (PCF), mais tout juste deux rocardiens et deux chevènementistes. Donald Jenkins, alors président de l'Olivaint, est sympathisant socialiste et un partisan résolu de la construction européenne. Dans le journal interne, en décembre 1992, au terme de son mandat, il rend grâce à François Mitterrand d'avoir fait de la construction européenne un débat national au travers du référendum⁴⁴. Sous sa présidence, l'Olivaint organise, en janvier 1992, une table ronde sur l'Union économique et monétaire autour de Jérôme Vignon, Tristan d'Albis et Didier Motchane. En novembre 1992, Jean-Louis Bourlanges présente un bilan du référendum dans le journal interne⁴⁵. Le 10 février 1993, l'Olivaint invite Elisabeth Guigou, ministre des Affaires européennes, sur le thème « Quelle Europe après Maastricht ? ». Enfin, l'année du marché commun s'achève par le premier voyage d'étude de l'Olivaint auprès des institutions européennes, à Strasbourg. Les jeunes Olivaints visitent le Parlement européen et rencontrent le secrétaire-général adjoint du Conseil de l'Europe, Vincent Berger, administrateur principal au greffe de la Cour européenne des droits de l'homme. Ils passent une soirée en compagnie de Pierre Pfimlin, ancien maire de Strasbourg, ancien président du Parlement européen, une rencontre organisée par son fils, Étienne Pfimlin, ancien président de la Conférence. Enfin, le conseiller jésuite, le révérend père Gillibert, leur fait rencontrer le révérend père Deletraz, responsable de l'Office catholique d'information et d'initiative pour l'Europe (OCIPE).

En définitive, la Conférence Olivaint apparaît bien comme un lieu privilégié de familiarisation avec les enjeux européens, et ce en dépit du relatif désintérêt dont la construction européenne y a fait l'objet pendant presque vingt ans, du milieu des années soixante au milieu des années quatre-vingt. Cette distance par rapport aux enjeux européens distingue ce cercle estudiantin élitiste des autres organisations de jeunesse catholique, qui s'investissent alors avec davantage de ferveur dans le processus de construction européenne : les Scouts de France, par exemple, réunissent quelque 10 000 Pionniers à Strasbourg en avril 1989 pour célébrer la construction européenne et lancer un « manifeste pour l'Europe ». La Conférence Olivaint, quant à elle, ne peut être classée ni dans les mouvements pro-européens, ce qu'elle devient

⁴³ Sondage interne du 29 janvier 1992, *L'Olivaint*, n°30, février 1992, p. 14-16.

⁴⁴ *L'Olivaint*, n°35, décembre 1992, p. 6-8.

⁴⁵ « Le malaise européen », *L'Olivaint*, n°34, octobre-novembre 1992.

progressivement dans les années 1990, ni dans les mouvements anti-européens. L'Europe, pour ses membres, n'a pas tant été un objet d'engagement qu'un objet de réflexion et d'étude, et il est bien délicat de déterminer précisément le rôle de l'Olivaint dans le parcours de ceux de ses anciens qui sont devenus des acteurs de la construction européenne.

L'auteur

Chercheur au Centre d'histoire de Sciences Po, David Colon est professeur agrégé d'histoire à Sciences Po. Spécialiste de l'histoire des organisations étudiantes confessionnelles à l'époque contemporaine, il a notamment publié « Les jésuites et la Jeunesse catholique en France dans l'entre-deux-guerres » dans *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n°4, janvier-avril 2008, « Le mythe de la Congrégation : les Jésuites et les élites des grandes écoles au XIX^e siècle », dans Marc Fumaroli, Gabriel de Broglie, Jean-Pierre Chaline (dir.), *Élites et sociabilité en France*, Paris, Perrin, 2003, p. 171-183, et « Une jeunesse vaticane ? Le Saint-Siège et la jeunesse catholique au XX^e siècle », dans Hélène Carrère d'Encausse et Philippe Levillain (dir.), *Nations et Saint-Siège au XX^e siècle*, Paris, Fayard, 2003, p. 371-421.

Résumé

La Conférence Olivaint est une association d'étudiants catholique longtemps dirigée par les jésuites qui a entretenu entre 1919 et 1992 des rapports ambivalents envers l'Europe. Longtemps absente des débats organisés au sein de l'Olivaint, l'Europe a parfois été au cœur du parcours politique des jeunes qui y ont été formés. Cercle profondément conservateur dans l'entre-deux-guerres, la Conférence Olivaint a balancé deux tentations, celle de la collaboration internationale et celle du repli national. Remaniée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, elle s'est investie dans le rapprochement franco-allemand à l'initiative de son directeur jésuite, le révérend père Huvenne, avant de se désintéresser assez durablement des questions européennes.

Abstract

The Olivaint Conference is a Catholic student association that was managed for long a time by Jesuits and that has maintained, between 1919 and 1992, ambivalent links towards Europe. Absent for a long period of time from the debates organized within the Olivaint, Europe has sometimes been at the heart of the political careers of the youth that have been trained at the Conference. As a profound conservative circle between the two Wars, the Olivaint Conference hesitated between two positions: international collaboration or concentrating on national interests. Reorganized at the end of World War II, it got involved in the bridge-building between France and Germany thanks to the initiative of its Jesuit director, the Reverend Father Huvenne, before fading away for a long period of time from European questions.



David Colon, « Les jeunes de la Conférence Olivaint et l'Europe, de 1919 à 1992 », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°10, janvier-avril 2010, www.histoire-politique.fr

Mots clés : Jésuites ; jeunesse ; étudiants ; franco-allemand ; catholicisme ; Europe.

Keywords: *Jesuits; Youth; Students; French-German Relationships; Catholicism; Europe.*

Pour citer cet article : David Colon, « Les jeunes de la Conférence Olivaint et l'Europe, de 1919 à 1992 », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°10, janvier-avril 2010, www.histoire-politique.fr